Propositions pour une « sécurité alimentaire durable »

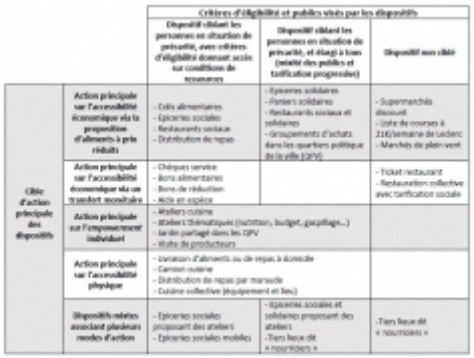
15 décembre 2021

Dans un rapport publié le 10 novembre 2021 par Terra Nova, sept experts traitent de la « sécurité alimentaire durable », définie comme la situation où « tous les individus ont un accès (économique, physique, social) égalitaire à une alimentaire durable de manière coordonnée et pérenne ». Mise en lumière et renforcée par la crise sanitaire, la précarité alimentaire ne se résume pas à une pauvreté monétaire. Associée notamment à une alimentation de moins bonne qualité nutritionnelle, elle a des conséquences en matière de santé. Les auteurs rappellent également la diversité des causes de non-recours aux aides dédiées, comme par exemple la complexité des démarches administratives ou des difficultés pratiques d'accès.

Le rapport envisage ensuite les limites structurelles du système actuel d'aide alimentaire. Reposant en grande partie sur le secteur associatif caritatif, fonctionnant grâce au bénévolat, il propose majoritairement des distributions de denrées. Les auteurs relèvent aussi que les politiques publiques récentes ont associé, de manière « paradoxale », la lutte contre le gaspillage et la distribution de l'aide alimentaire, la diminution souhaitée des volumes du premier pouvant réduire la quantité des dons de denrées reçues par la deuxième. Ils soulignent également les « coûts cachés » de ce système (logistiques, administratifs, etc.), ainsi que les inégalités territoriales d'accès et de prise en charge.

Dans une troisième partie, les auteurs analysent le potentiel des dispositifs existants pour promouvoir une sécurité alimentaire durable. Trois principales cibles d'action sont identifiées : *i)* l'accessibilité économique (aliments gratuits ou à prix réduits, transferts monétaires), *ii)* l'*empowerment* individuel (estime de soi, acquisition de connaissances et compétences), *iii)* l'accessibilité physique. Alors que peu d'évaluations sont disponibles, les premiers éléments avancés ici sont intéressants, comme par exemple le classement des dispositifs selon les critères d'éligibilité et les publics visés (figure ci-dessous). Les débats sur le revenu minimum, universel ou conditionné, et sur une « sécurité sociale de l'alimentation », sont également envisagés.

Classement des dispositifs en fonction de leur cible principale et des critères d'éligibilité



Source : Terra Nova

Enfin, des « principes directeurs pour une sécurité alimentaire durable » sont détaillés, en envisageant tant les cibles et l'organisation du dispositif que des

éléments de contexte politique. Le défi est de dépasser les réponses « curatives » avec un « dispositif universel de prévention de l'insécurité alimentaire ». Des travaux complémentaires restent toutefois nécessaires et la recherche publique pourrait appuyer l'élaboration, le suivi et l'évaluation d'un tel dispositif.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : Terra Nova